

Jean-Sylvestre MONGRENIER
Juin 2015

Points clés 4

10

POINTS CLÉS SUR SUR LE RÉARMEMENT DE LA RUSSIE ET L'ATTITUDE DE L'OTAN



Le 16 juin 2015, Vladimir Poutine annonçait que l'armée russe déploierait 40 nouveaux missiles balistiques intercontinentaux. La décision s'inscrit dans une entreprise générale de réarmement lancée bien avant. L'OTAN et ses États membres ne peuvent rester indifférents.

Sur fond de « paix froide » entre la Russie et l'Occident, Vladimir Poutine a annoncé le déploiement de nouveaux missiles balistiques intercontinentaux d'ici la fin de l'année 2015. L'initiative est présentée comme une réponse à la défense anti-missile américaine et au projet de stockage d'armes lourdes sur le territoire d'États membres de l'OTAN situés dans le voisinage russe (États baltes, Pologne, Roumanie, Bulgarie). En fait, ce nouveau déploiement s'inscrit dans une entreprise plus générale de réarmement de la Russie, en cohérence avec le projet géopolitique de Moscou.

1

Le déploiement annoncé de 40 nouveaux missiles balistiques intercontinentaux n'est pas une riposte au renforcement de l'OTAN sur son front oriental

C'est au début de son troisième mandat présidentiel que Poutine a annoncé un programme de modernisation de l'arsenal nucléaire stratégique russe portant sur le déploiement de 400 nouveaux missiles balistiques intercontinentaux d'ici le milieu de la décennie 2020. Le rythme prévu est de 40 à 50 missiles par an. Ce programme de modernisation reste dans les limites prévues par le traité « *New Start* » signé le 8 avril 2010 par Barack Obama et Dmitri Medvedev (quelque 800 missiles stratégiques et 1550 ogives nucléaires de part et d'autre). Il ne s'agit donc pas d'un bouleversement du rapport des forces, moins encore d'une réponse à la volonté de l'OTAN de renforcer sa posture de défense et de dissuasion en Europe orientale. Sur un plan plus général, le redéploiement de la puissance militaire russe s'inscrit dans un projet géopolitique d'ensemble qui relève de la moyenne durée. Ce redéploiement est amorcé avec l'arrivée au pouvoir de Poutine, nommé premier ministre à l'été 1999, président par intérim le 31 décembre, élu en mars 2000. Le processus est bien antérieur à l'information du possible repositionnement d'équipements militaires sur le territoire des alliés centre-est européens.

2

La rhétorique russe et l'accent mis sur les armes nucléaires sont autrement plus inquiétants que le programme de modernisation d'une partie de l'arsenal nucléaire stratégique

Élément central de la doctrine militaire russe présentée le 26 décembre 2014, l'arme nucléaire permet à la Russie de rehausser son statut de puissance et de compenser son infériorité militaire conventionnelle vis-à-vis des États-Unis et, à moyen terme, vis-à-vis de la Chine populaire (cette dernière modernise à grand pas son armée). La rhétorique nucléaire de Poutine vise aussi à intimider les pays qui s'opposent à son projet géopolitique. Nous avons pu constater la chose lors du rattachement manu militari de la Crimée à la Russie (février 2014). Alors que les unités ukrainiennes n'opposaient aucune résistance, le président russe a mis en alerte les forces nucléaires. Persuadés que les mouvements de troupes en Crimée étaient de simples gesticulations militaires préparant un grand marchandage, les Occidentaux lançaient quant à eux des appels à la « désescalade ». Rien dans leur action ne pouvait expliquer cette mise en alerte des forces nucléaires. Dans la « grande stratégie » russe pensée et voulue par Poutine, les armes nucléaires pourraient devenir un outil de coercition, en plus de leur fonction de dissuasion. Une telle évolution serait particulièrement dangereuse et inquiétante. En retour, elle justifie le fait que l'OTAN demeure une alliance nucléaire et conserve des armes nucléaires tactiques en Europe.

3**A rebours de ce que le Kremlin affirme, ce nouveau déploiement de missiles stratégiques russe ne peut être justifié par la défense antimissile**

L'arsenal stratégique nucléaire russe n'est pas menacé par la défense antimissile qui a pour raison d'être de protéger l'Europe contre la menace d'un État proliférateur. On songe au programme nucléaire de Téhéran et aux efforts balistiques que le régime chiite-islamique iranien déploie. D'autres forces et États sur les pourtours du Bassin méditerranéen et au Moyen-Orient sont aussi menaçants, y compris des acteurs anormaux et non-étatiques un jour peut-être détenteurs d'armes de moyenne portée. La réponse de l'OTAN consiste à déployer un dispositif de défense antimissile des territoires, articulé au système global des États-Unis (la Missile Defense). Le projet initialement présenté par l'administration Bush, en 2007, a été reconfiguré pour mieux s'adapter aux menaces de moyenne portée qui pèsent plus spécifiquement sur l'Europe. À l'évidence, ce système n'est pas dirigé contre la Russie et le petit nombre d'intercepteurs qui est prévu ne pourrait annihiler une salve de missiles lourds russes. En revanche, le déploiement de ce système signifie clairement le maintien de la présence américaine en Europe et le renouvellement de l'OTAN, ce qui contrarie le projet de Vladimir Poutine. Enfin, il faut rappeler que la Russie possède un système antimissile et qu'elle le modernise, sans que nul ne songe à lui reprocher.

4**L'armée russe n'est plus une « armée en haillons » : dès son arrivée au pouvoir, Poutine s'est employé à la redresser et il l'a dotée de moyens financiers croissants**

La rhétorique nucléaire russe et la sempiternelle dénonciation de l'OTAN appellent l'attention sur le réarmement de cet État-continent, situé sur les frontières orientales de l'Europe. Si les années 1990 ont entraîné une forte dégradation des capacités militaires russes – le budget passe sous les 2% d'un PIB en déclin (environ 25% sous Brejnev), et l'on évoque une « armée en haillons » –, l'arrivée au pouvoir de Poutine s'est traduite par la reprise en main de la situation. Dans un contexte de croissance économique tirée par les cours du pétrole, le budget est vite repassé au-dessus de 3% du PIB. Malgré les difficultés économiques des dernières années, il est aujourd'hui supérieur à 4%. En valeur absolue, les sommes allouées à la chose militaire ont plus que doublé (37,7 milliards de dollars en 2001 ; 85 milliards de dollars en 2013). Le budget militaire russe est le troisième au monde, derrière la Chine et les États-Unis (très loin devant), nettement devant les budgets du Royaume-Uni, de la France ou de l'Allemagne. Du point de vue russe, beaucoup reste encore à faire mais la tendance est significative. Elle est inverse à celle de l'Europe où les dépenses militaires déclinent sans discontinuer depuis vingt ans.

5**Le conflit russo-géorgien d'août 2008 aura marqué un tournant et l'usage de la force armée a gagné en importance dans la « grande stratégie » russe**

Lors de cette guerre, l'armée russe a révélé un certain nombre de points faibles et de dysfonctionnements : vétusté du matériel et lacunes des systèmes de communication, faiblesse des moyens satellitaires et relative inefficacité de l'aviation. Il reste que l'armée russe a prouvé sa capacité à mobiliser 20 000 hommes en 48 heures et à mener une opération de force au-delà de ses frontières, dans ce que le Kremlin considère être son « étranger proche ». Les États de la région auront retenu la leçon et c'est là l'essentiel pour Moscou. Le succès militaire en Géorgie et ses conséquences géopolitiques (annexion de facto de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ; intimidation des États post-soviétiques soucieux d'affirmer leur souveraineté) auront

revalorisé l'outil militaire, ce alors que la stratégie géoéconomique russe, fondée sur les exportations d'hydrocarbures, butait sur ses limites (augmentation de la production américaine de gaz de schiste et exportations croissantes de gaz naturel liquéfié). Pour Moscou, la guerre est toujours « la continuation de la politique par l'introduction d'autres moyens ». La chose est mieux comprise à Washington qu'à Bruxelles, le projet européen ayant été pensé comme un dépassement des logiques de puissance.

6 La réforme militaire russe a pour but de donner forme à une nouvelle armée, professionnalisée et flexible, apte à intervenir rapidement sur le territoire des États considérés comme relevant de l' « étranger proche » (ex-URSS), en phase avec la géopolitique du Kremlin

A l'automne 2008, une réforme militaire était lancée sous la direction d'Anatoli Serdioukov, un civil nommé ministre de la Défense censé lutter contre la corruption et vaincre les pesanteurs administratives. S'il a depuis été remplacé par Sergueï Choïgou, ministre de la Défense depuis 2012, le cap des réformes est maintenu. Les fonctions de soutien et la logistique ont été partiellement externalisées. La réorganisation des structures militaires privilégie la brigade, en lieu et place de la division, afin de gagner en mobilité et réactivité. Le territoire est couvert par quatre grands commandements stratégiques (Ouest, Sud, Centre et Est). L'entraînement est intensifié. En 2010, un important programme d'équipement des troupes a été lancé : 600 milliards de dollars pour la période 2011-2020. L'objectif est d'atteindre un ratio de 70% d'équipements neufs dans les unités de l'armée russe. Malgré le retournement de la conjoncture économique, l'effort militaire russe se prolonge et les budgets augmentent. Cela dit, l'impact du climat économique et des sanctions occidentales sur cette trajectoire reste à déterminer.

7 L'inachèvement des réformes et les lacunes militaires sont partiellement compensés par la vision du monde des dirigeants russes, le dynamisme de leur projet politique, l'esprit de suite et la volonté manifeste d'utiliser la force armée

Certes, la réforme d'ensemble se heurte à des difficultés et des blocages institutionnels. Du fait de la crise démographique, les effectifs réels sont en-dessous du million d'hommes (l'objectif affiché au plan quantitatif). Les problèmes de recrutement sont aussi qualitatifs et le faible niveau de formation des candidats a conduit à maintenir la conscription, malgré l'objectif de professionnalisation (le service militaire a été ramené à un an). Il semble aussi que la recherche-développement et l'industrie d'armement peinent à utiliser pleinement les fonds qui leur sont alloués pour rééquiper l'armée russe. Dans le futur, le devenir incertain de l'économie russe peut aussi compromettre l'effort de redressement. De surcroît, la corruption est toujours très importante et coûte cher au pays. Pourtant, la vision sommaire mais efficace des dirigeants russes, la poursuite opiniâtre de leurs objectifs et la volonté de puissance qui sous-tend la « grande stratégie » russe ne doivent pas être sous-évalués. Les confrontations géopolitiques ne sont pas réductibles à la stratégie des moyens : si la Russie est historiquement une « puissance pauvre », elle a déjà manifesté sa capacité à endurer et surprendre.

8

La « guerre hybride » menée en Ukraine témoigne de la capacité russe à utiliser la force armée, dans le cadre d'une entreprise globale de déstabilisation

Le débat sur l'appareil militaire russe est parfois évacué, au prétexte que l'on imagine difficilement Moscou lancer des milliers de chars dans la trouée de Fulda, comme on le redoutait à l'époque du Pacte de Varsovie. Ce n'est pas en ces termes que la question se pose et l'Ukraine constitue un champ d'observation des stratégies et tactiques russes. La Russie y mène une « guerre hybride » mêlant action militaire, recours à des proxies (combattants par procuration) et à des mercenaires, guerre de l'information et coercition économique. La manœuvre est appuyée par la menace d'une intervention militaire massive, pour faire céder Kiev et dissuader les Occidentaux d'un appui plus ferme à l'État ukrainien. L'objectif est de subvertir l'Ukraine, de la déstabiliser (phase 1), pour en reprendre ensuite le contrôle (phase 2). Au plan général, la « boîte à outils » de la puissance russe combine donc pressions diplomatiques, embargos énergétiques, représailles commerciales, espionnage et infiltration, usage sélectif de la violence armée. Cette menace globale et hybride concerne au premier chef les États frontaliers de la Russie, y compris ceux qui appartiennent à l'OTAN et à l'UE.

9

Le discours des dirigeants russes présente l'OTAN comme une menace mais ils perçoivent cette dernière comme une structure faible et décadente

Pour justifier le déploiement d'armes nouvelles, Poutine dénonce l'OTAN présentée comme un acteur en soi et pour soi, au-dessus des États qui la composent. Si les pays d'Europe centrale et orientale ont pu entrer dans l'OTAN, cet élargissement a été d'abord voulu pour accompagner la « transition » de ces pays vers la démocratie libérale et l'économie de marché. Il n'y a pas eu implantation d'infrastructures de l'OTAN (bases et quartiers généraux) dans ces pays ; la planification stratégique et les exercices militaires à l'encontre d'une nouvelle menace à l'Est n'ont pas suivi le mouvement d'élargissement. D'une part, les Occidentaux ont ignoré la dynamique politique russe et n'ont pas voulu contrarier Moscou. D'autre part, l'OTAN était alors principalement tournée vers la « gestion de crise » sur des théâtres extérieurs et l'engagement en Afghanistan. La perception de l'OTAN comme « un club politique amorphe » (Rogozine), expression d'un « Occident décadent », explique en partie la propension russe à passer à l'acte. Avant la guerre en Ukraine, les difficultés rencontrées par les Alliés en Afghanistan, l'affaire irakienne, la crise financière de 2008 et la remise en cause du système économique libéral, le discours de Barack Obama sur le « pivot » vers l'Asie-Pacifique par ailleurs, semblent avoir persuadé les dirigeants russes que leur heure avait sonnée.

10

Les États membres de l'OTAN doivent déployer des moyens sur les territoires des alliés d'Europe centrale et orientale

La perception « décadentiste » de l'Occident, renforcée par le discours des « peuples jeunes » que véhicule l'eurasisme, est dangereuse. Elle pourrait induire en erreur les dirigeants russes et les conduire à mener une politique du fait accompli dans les États baltes, en pariant sur la non-réaction des Occidentaux et la faillite des instances euro-atlantiques (UE et OTAN). L'implantation d'infrastructures de l'OTAN sur le territoire des alliés centre-est européens, le prépositionnement d'équipements et de matériels, la planification stratégique et la capacité à réagir sans délai indiqueront à qui de droit la forte résolution des Alliés. La constitution d'un noyau dur de la Force de réaction de l'OTAN (la « Very High Readiness Joint Task Force ») et le bon fonctionnement du « groupe nordique », qui associe la Finlande et la Suède aux consultations réciproques et

aux exercices militaires, s'inscrivent dans cette perspective. Enfin, la « sécurité coopérative » avec les États partenaires de la région doit être renforcée. C'est sur la base d'une posture de défense et de dissuasion consolidée que la diplomatie et la négociation pourront jouer leur rôle et préserver la paix en Europe.



Jean-Sylvestre MONGRENIER | Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Jean-Sylvestre MONGRENIER est titulaire d'une licence d'histoire-géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique. Docteur en géopolitique, il est professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est ancien auditeur de l'IHEDN (Institut des Hautes Études de la Défense Nationales, Paris), où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur « Les enjeux géopolitiques du projet français de défense européenne ». Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il collabore régulièrement à la revue *Hérodote* et intervient dans de nombreux médias.